



**ENTREPRENEURS DE PROGRES**

---

## Revue de presse

*Dimanche 13 janvier 2019*

*Mobile: 0770 88 90 80  
Lotissement Sylvain Fourastier  
N°08 El Mouradia, Alger  
Mobile: 0770 88 90 80  
[communication@fce.dz](mailto:communication@fce.dz)  
[www.fce.dz](http://www.fce.dz)*

# **SOMMAIRE**

<b>A la une .....</b>	<b>3</b>
• Baisse de la production industrielle du secteur public au 3e trimestre 2018 (APS) ...	3
• Agriculture: Bouazghi en visite de travail du 13 au 18 janvier aux Etats-Unis (APS)	4
• Agriculture: Une mission d'opérateurs économiques en Californie en janvier (APS)	5
• Agriculture : «La production nationale des céréales peut dépasser celle de l'année dernière» (El Watan).....	6
• Plus de 60 produits agricoles sont labellisables en Algérie (APS) .....	7
• El-Oued exporte, pour la première fois, de la pomme de terre vers la France (Algérie1).....	8
• Les conserveries de l'Est mises en difficulté par l'importation (TSA).....	9
• Saisi pour dossier portant création d'un groupe d'expertise nationale « SAE-EXAL » : Le Conseil national de la concurrence déclenche la procédure (El Moudjahid) .	10
• Trois événements devraient impacter le marché pétrolier en 2019 (APS) .....	11
<b>Commerce.....</b>	<b>12</b>
• FAO: stabilité des prix mondiaux des produits alimentaires en décembre (APS)....	12
<b>Coopération .....</b>	<b>13</b>
• “Avec les Algériens, on peut produire pour l’Afrique”, (Vincenzo Boccia) (Maghreb Emergent).....	13
<b>Veille.....</b>	<b>15</b>
• Coopération : une « Journée Algérie » organisée à Lyon le 31 janvier (Algérie Eco) .....	15
• Consommation énergétique: augmentation rapide en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie (APS) .....	15

## A la une

### **Baisse de la production industrielle du secteur public au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 (APS)**



La production industrielle du secteur public a enregistré un recul de 0,6% au troisième trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Dans le secteur des Hydrocarbures, la production a reculé de 7,8% au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année 2017.

Ainsi, la production dans la branche de liquéfaction du gaz naturel a diminué de 25,9% et a largement contribué à cette tendance baissière dans ce secteur.

En outre, la production du pétrole brut et de gaz naturel a enregistré une baisse de 3,1%, tandis que le raffinage du pétrole brut a baissé de 11,8%. Mais globalement, le secteur de l'Energie (électricité, hydrocarbures...) a été marqué par une croissance de 1,4%, précisent les données statistiques de l'Office.

Par ailleurs, trois (3) secteurs industriels publics ont aussi enregistré des baisses de la production durant le 3<sup>e</sup> trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année 2017.

Il s'agit des secteurs des Industries Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Electriques et Electroniques (ISMME), des Textiles et des Matériaux de Construction.

La production des ISMME a reculé de 0,8%. Cette variation négative s'explique par les baisses enregistrées essentiellement par la branche de fabrication des biens d'équipement mécanique (-6,5%) et celle des biens d'équipement électrique (-12,9%).

Les branches des ISMME qui ont connu des variations positives sont celles de fabrication des biens de consommation électrique (+84%) et des biens d'équipement métallique (+39,9%).

Pour les Industries Textiles, elles ont connu des contreperformances avec une baisse de la production de 12,6% entre les deux périodes de comparaison.

Cette baisse a été relevée tant au niveau de la production des biens intermédiaires (-17,1%) que des biens de consommation (-5,8%).

Quant à la production des Matériaux de Construction, elles ont enregistré une baisse pour le deuxième trimestre consécutif.

La production a reculé de 11% durant le 3ème trimestre par rapport à la même période de l'année 2017.

Cette variation négative est engendrée par la baisse de la production des liants hydrauliques (-11,5%) et des matériaux de construction et produits rouges (-23,9%).

Dans ce secteur, les branches qui ont connu une évolution positive sont la fabrication des produits en ciment et matériaux de construction divers (+1,7%) et l'industrie du verre (+9,3%).

### **Hausse de la production dans d'autres secteurs industriels**

Par ailleurs, l'Office a indiqué que des évolutions positives ont été enregistrées dans les secteurs des Mines et Carrières, Industries Agro-alimentaires, Cuirs et Chaussures, Bois et Papier et Industries Diverses, durant le 3ème trimestre 2018 par rapport à la même période de l'année 2017.

La plus forte hausse a été enregistrée par le secteur des Mines et Carrières avec une croissance de 70,8%.

Toutes les activités relevant de ce secteur ont contribué à cette performance, notamment, l'extraction de la pierre argile et sable (+79,6%) et celle du minerai de fer (+15,6%).

De même, les industries Agro-alimentaires ont enregistré une hausse de 2,4%. A l'exception du travail de grains qui a accusé une baisse de 3,5%, le reste a affiché des variations positives: l'industrie du lait (+13,6%) et la fabrication des produits alimentaires pour animaux (+7,4%).

Les industries des Cuirs et chaussures ont connu une hausse de 12,2%. Cette amélioration est perceptible au niveau des biens intermédiaires (+10,7%) et des biens de consommation (+15,2%).

Concernant les industries de Bois, Liège et Papier, la production a globalement augmenté de 16,8% grâce à la branche de la menuiserie générale (+100,1%) et l'industrie de l'ameublement (+17,1%).

En revanche, dans ce même secteur, l'industrie du Liège a dégringolé de 58,7% alors que celle de transformation de papier a reculé de 4,3%.

Dans le secteur des Industries Chimiques, la production a augmenté de 10,5% en raison essentiellement de l'industrie des produits pharmaceutiques (+16,9%) et de la fabrication des engrais et pesticides (+32,6%).

Mais des baisses ont caractérisé la fabrication des autres produits chimiques (-1,6%) et des autres biens intermédiaires en plastique (-12,2%).

Quant aux Industries diverses, elles ont connu une hausse de 68,5% durant le 3ème trimestre 2018 et par rapport à la même période de l'année 2017.

Pour rappel, la production industrielle du secteur public a enregistré une croissance moyenne annuelle de 2,3% en 2017 par rapport à 2016.

**Agriculture: Bouazghi en visite de travail du 13 au 18 janvier aux Etats-Unis (APS)**

Le ministre de l'Agriculture du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi, effectuera du 13 au 18 janvier en cours une visite de travail aux Etats-Unis, a indiqué samedi un communiqué du ministère. Cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et du partenariat économique entre les deux pays dans le domaine agricole, a précisé la même source.

M.Bouazghi sera accompagné lors de cette visite d'une forte délégation d'opérateurs économiques, a-t-on ajouté.

Pour rappel, les opportunités d'investissement et de partenariat dans le secteur de l'agriculture entre l'Algérie et les Etats-Unis avaient été présentées en octobre 2018 à Alger lors d'un forum d'affaires algéro-américain.

Organisée par le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), ladite rencontre avait permis à la partie algérienne d'exposer aux représentants d'une douzaine d'entreprises américaines, la vision de l'Algérie sur le développement du secteur agricole mais aussi de mettre en exergue les attentes de l'Algérie en matière de partenariat, devant lui permettre de profiter de l'expérience américaine en matière notamment de production du lait, de fabrication d'équipements agricoles et de développement industriel du machinisme agricole.

Cela rentre dans le cadre de la stratégie 2017-2022 du secteur ayant pour objectif la création de grandes exploitations agricoles, le développement durable des filières agricoles stratégiques (lait, céréales, aliments de bétails, viandes..) et l'accompagnement des porteurs de projets.

Par ailleurs, plusieurs projets de partenariats avec des opérateurs américains avaient été concrétisés, ces dernières années en Algérie, pour la réalisation d'activités agricoles diverses, notamment l'exploitation de fermes agricoles, dans le cadre de la concession agricole prévue par les pouvoirs publics pour booster l'investissement.

Ces investissements agricoles modernes, usant de technologies de pointe, visent notamment le développement de la production végétale et animale locale.

### **Agriculture: Une mission d'opérateurs économiques en Californie en janvier (APS)**



Une mission d'opérateurs économiques du secteur de l'agriculture se rendra aux Etats-Unis du 14 au 17 janvier pour s'enquérir du savoir-faire

américain notamment dans les filières de l'élevage et de l'agroalimentaire, a-t-on appris samedi auprès du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC).

La mission organisée par USABC et le forum des chefs d'entreprises avec le soutien de l'ambassade d'Algérie à Washington, sera conduite par le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, M. Abdelkader Bouazghi, qui sera accompagné lors de cette visite de travail du président du FCE, M. Ali Haddad.

Il s'agit d'une mission d'étude, initiée dans le cadre de la promotion de l'investissement et des échanges commerciaux entre l'Algérie et les Etats-Unis, a indiqué Smail Chikhoun, président d'USABC.

La délégation, composée d'une trentaine d'opérateurs, se rendra en premier lieu à Washington pour assister au lancement d'un livre référence sur l'Algérie, intitulé "Algeria & Transatlantic Relations", dont la première présentation est prévue lundi au Congrès américain.

Elle se déplacera le 15 janvier à Sacramento, capitale de la Californie, et à San Francisco pour visiter des champs de production agricole, des fermes laitières et des unités de production d'aliments de bétail, de fruits secs et de conditionnement.

Au programme de cette mission d'étude figure également des rencontres avec des agriculteurs américains, prévues lors des réceptions de réseautage, précise M. Chikhoun.

La visite sera, par ailleurs, sanctionnée par la signature de quatre mémorandums d'entente avec des entreprises agricoles américaines, portant sur la création de trois fermes laitières de 30.000 vaches chacune et une unité de transformation de la pomme de terre, a indiqué le président d'USABC.

### **Agriculture : «La production nationale des céréales peut dépasser celle de l'année dernière» (El Watan)**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a considéré, avant-hier à Constantine, que la production nationale des céréales pour l'actuelle saison agricole peut dépasser celle record (plus de 60 millions de quintaux, ndlr), réalisée lors de la saison 2017-2018, «si les conditions climatiques seront favorables».

«L'Algérie dispose de tous les moyens nécessaires permettant l'augmentation de la production céréalière et l'amélioration de la qualité de la production», a affirmé le ministre, au cours d'une conférence de presse, à la maison de la culture Malek Haddad, en marge d'une rencontre nationale sur les céréales. Il a, dans ce sens, déclaré que de multiples mesures d'accompagnement et d'encadrement ont été prises pour développer cette filière stratégique.

Rappelant la création du Conseil national de la filière céréalière devant permettre un meilleur accompagnement des agriculteurs et producteurs versés dans ce domaine, le ministre a insisté sur «l'importance du travail

de proximité et de sensibilisation dans la promotion de la culture céréalière». Abdelkader Bouazghi souligne en effet que son département œuvre «continuellement» à améliorer l'accompagnement assuré à la filière des céréales avec l'objectif «de réaliser d'autres prouesses qui renforcent la quête de l'autosuffisance alimentaire et consolident l'économie nationale».

Mettant en avant l'importance de la concertation à travers notamment les assises nationales de l'agriculture tenues en 2018, M. Bouazghi a indiqué que son département soutient et appuie «de près tous les efforts de développement de ce secteur, notamment dans la filière céréalière». «L'amélioration des indices de production, de collecte, des surfaces irriguées, de distribution des engrais, du désherbage figurent parmi les éléments clés à prendre en considération pour booster la production nationale en céréales», a-t-il relevé.

Le ministre avait entamé sa visite à Constantine par l'ouverture des travaux d'une rencontre nationale sur les céréales avec la participation de 37 wilayas. La rencontre, à laquelle ont pris part plusieurs intervenants dans le secteur agricole, vise à mettre à jour les connaissances des producteurs et investisseurs dans le domaine de la production céréalière, notamment dans les volets de l'amélioration de l'itinéraire technique. Plusieurs interventions techniques relatives à la préparation du sol, le respect des profondeurs dans le retournement de la terre, le traitement du sol, entre autres, ont ponctué cette rencontre.

Les experts ont mis d'ailleurs l'accent sur l'utilisation des produits organiques recyclés qui est «nécessaire» pour améliorer le rendement dans la production céréalière et contribuer au développement du secteur agricole. Lors de son intervention aux travaux de la rencontre nationale sur la céréaliculture tenue à la maison de la culture Malek Haddad, avec la participation de 37 wilayas, le chercheur de l'université de Mostaganem, Sassi Belkat, a précisé que les engrais organiques fermentescibles, issus des déchets et des restes des aliments, marchés de gros de vente de légumes et fruits sont «à haute valeur agronomique» capables d'accroître la productivité de diverses cultures agricoles, notamment la céréaliculture. Il a souligné la nécessité de collecter et de recycler les déchets ménagers, ce qui permettra, selon lui, de créer de nouveaux emplois dans le domaine de la production des produits organiques pour la fertilisation des sols, ajoutant que la démarche contribuera également de manière «significative» à la réduction des prix de ces engrais. L'Algérie importe annuellement 60% de ses besoins en céréales, soit 8 millions de tonnes. C'est le troisième grand importateur mondial après l'Égypte et l'Indonésie.

### **Plus de 60 produits agricoles sont labellisables en Algérie (APS)**

Plus de 60 produits agricoles labellisables ont été recensés au niveau national en vue de les valoriser et de les rendre concurrentiels sur les

marchés extérieurs, a affirmé mercredi à Alger le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

"Deux produits sont déjà labellisés et reconnus, à savoir la figue sèche de Béni Maouche (Béjaia) et la datte "Deglet Nour" de Tolga (Biskra) et le secteur œuvre à valoriser et à labelliser le maximum de produits agricoles en vue de les protéger et leur conférer la valeur ajoutée qu'ils méritent, a déclaré le ministre lors de l'inauguration du Grand marché de Yennayer 2969 des produits du terroir et de l'artisanat, en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh et du Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Said.

A l'occasion de cette manifestation, organisée à la ferme pédagogique d'Alger à Zéralda et qui se poursuivra jusqu'au 12 janvier), M. Bouazghi a fait état de la prochaine labellisation d'un troisième produit local, en l'occurrence l'olive de Sig, "La Sigoise", afin de permettre son exportation. Il a indiqué, à ce propos, qu'une commission a mise en place au niveau de son département et qui active au niveau national avec des associations agricoles locales pour valoriser et labelliser les produits locaux dans chaque région du pays.

Cette commission œuvre également en collaboration avec les associations agricoles locales à la revitalisation de l'espace rural foisonnant de produits, riches et variés, grâce aux efforts des enfants de chaque de région, a-t-il ajouté.

Concernant la 9ème édition du Grand marché des produits du terroir et de l'artisanat, le ministre s'est félicité de cette manifestation animée par plus de 90 exposants, venus de plus de 30 wilayas, affirmant que ce genre d'exposition devrait être organisée à travers les différentes wilayas du pays, car les produits du terroir propres à chaque région sont d'une grande qualité et méritent d'être valorisés et labellisés.

Pour M. Bouazghi, cette manifestation met en avant la variété et la qualité des produits agricoles de chaque région du pays grâce à la diversité régionale et climatique qui caractérise le pays.

Les nombreux visiteurs de ce salon se sont vu proposer plusieurs produits de terroir et d'artisanat, notamment différentes sortes de miel et de pattes (Rechta, Trida, Berkoukes ...), des fromages locaux, des gâteaux traditionnels, des dattes, des confitures, des épices, ainsi que des vêtements et des bijoux.

En marge de cette exposition, un grand concours sera organisé pour la préparation du couscous avec la participation de 16 cuisiniers professionnels, a fait savoir le président de l'Association nationale des produits du terroir et organisateur de cette manifestation Sid Ali Lahlou, ajoutant qu'il sera procédé vendredi prochain à l'organisation d'un autre concours pour les cuisiniers amateurs au profit de 40 femmes.

**El-Oued exporte, pour la première fois, de la pomme de terre vers la France (Algérie1)**



La pomme de terre, récoltée dans la wilaya d'El-Oued, sera disponible sur les étals des marchés de fruits et légumes en France, à la faveur d'une première opération d'exportation de ce tubercule.

En effet, une opération d'exportation d'un conteneur de 20 tonnes de pommes de terre vers la France, via le port d'Alger, a été effectuée vendredi depuis la commune de Hassi-Khelifa (30 km Est d'El-Oued).

L'opération a bénéficié de facilitations accordées par les Douanes algériennes, dans le cadre la politique d'amélioration de la qualité des prestations et du service public.

Cette opération d'exportation entre dans le cadre de la stratégie arrêtée par la Chambre de l'Agriculture d'El-Oued visant à ouvrir de nouveaux marchés extérieurs à la production agricole nationale, pour prendre en charge les surplus de production et impulser une dynamique économique par la diversification de ressources hors hydrocarbures, a indiqué le président de la Chambre, Bekkar Ghemmam Hamed.

L'exportation de la pomme de terre, la première du genre cette saison, figure parmi les actions prioritaires de la Chambre dont la mission est de se constituer en médiateur entre l'agriculteur (producteur) et l'opérateur (exportateur) à travers l'exploration de perspectives de commercialisation de la production agricole.

L'opérateur économique propriétaire de la société d'exportation, Abdelatif Bedjaoui, a affirmé que cette cargaison est la première et sera suivie d'autres cette saison (3 mois) pour atteindre les 500 tonnes de pommes de terre, en vertu d'une convention avec des opérateurs étrangers en France.

Selon M. Bekkar Ghemmam Hamed, des contacts sont en cours avec des opérateurs économiques en Europe et en Asie pour l'ouverture de nouveaux marchés à la production agricole nationale, dans le cadre de la contribution de la Chambre agricole à la diversification de l'économie nationale.

### **Les conserveries de l'Est mises en difficulté par l'importation (TSA)**

Les unités agro-alimentaires de la wilaya de Skikda connaissent des difficultés pour écouler leurs produits. Selon Canal Algérie, des dizaines de travailleurs se retrouvent de ce fait mis au chômage technique et ne perçoivent plus leurs salaires depuis quelque temps, ajoute la même source.

La plupart des conserveries à l'Est du pays connaissent aujourd'hui les mêmes difficultés et leurs stocks de concentré de tomate notamment n'arrivent pas à trouver preneur sur le marché commercial. Le représentant du Groupe Conserveries, Abdelhakim Benamara, explique que le problème est dû essentiellement à l'excès d'importation du triple

concentré de tomate qui est passée de 30 000 tonnes en 2011 à 130 000 tonnes actuellement.

Le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Aissa Bekai, affirme pour sa part que la prochaine mise en œuvre du dispositif du droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), qui vise à décourager l'importation de marchandises déjà produites localement, devrait protéger la production nationale.

En attendant, les conserveries en difficulté doivent trouver le moyen d'écouler leurs stocks de production pour éviter la fermeture.

### **Saisi pour dossier portant création d'un groupe d'expertise nationale « SAE-EXAL » : Le Conseil national de la concurrence déclenche la procédure (El Moudjahid)**

«C'est à partir d'aujourd'hui que la procédure sera mise en branle», a déclaré, hier, Amara Zitouni, président du Conseil national de la concurrence, joint au téléphone, à propos du dossier portant création d'un groupe d'expertise, entre la Société algérienne d'expertise, filiale de la SAA, et Expertise Algérie, appartenant à la Compagnie algérienne d'assurances et de réassurances (Caar), la Compagnie centrale de réassurances (CCR) et la Compagnie algérienne des assurances transports (Caat).

Après s'être rapprochées de la Commission de supervision des assurances, les sociétés concernées ont été envoyées au CNC, pour statuer. «Le dossier était déposé et enregistré la semaine dernière, et nous espérons être à temps et statuer dans les trois mois suivant l'enregistrement», a indiqué M. Zitouni. Mais avant de donner son dernier mot, le CNC, ajoute son premier responsable, «saisira le ministère du Commerce et les départements sectoriellement compétents, pour avis».

À propos de ce genre de fusion, le même responsable indique que l'Ordonnance n° 03-03 du 19 juillet 2003 modifiée et complétée, relative à la concurrence, oblige les entreprises qui veulent fusionner pour devenir une seule de passer par le CNC. Citant l'article 15 de ladite Ordonnance lié aux concentrations économiques, M. Zitouni relève que le Conseil qu'il préside entamera la procédure prévue par la loi et étudiera s'il y a un risque de position dominante. «Les concentrations qui sont de nature à porter atteinte à la concurrence, en renforçant notamment la position dominante d'une entreprise dans un marché, doivent être soumises par leurs auteurs au Conseil de la concurrence qui prend une décision dans un délai de trois mois», indique l'article 17 de la même Ordonnance. Une question se pose : quelle mesure suivre si le dossier est rejeté ? À cette question, M. Zitouni dit que les entreprises qui veulent fusionner peuvent faire un recours auprès du Conseil d'État, ajoutant que «le gouvernement peut passer outre la décision du CNC si l'intérêt général est justifié».

Mais, enchaîne-t-il, cet «intérêt général n'est pas défini». Rappelons à ce

sujet que ledit Conseil exerce trois types de mission : de sanction, de contrôle des concentrations économiques en statuant sur les demandes de concentration qui sont de nature à porter atteinte à la concurrence et dès que l'opération vise à réaliser un seuil de plus de 40% des ventes ou achats sur un marché, et une mission consultative, où le CNC donne son avis sur toute question concernant la concurrence et formule toute proposition en la matière. Pour sa part, Nacer Saïs, PDG de la SAA, avait expliqué qu'«on enregistre des va-et-vient d'informations demandées par le Conseil national de la concurrence auquel le dossier est soumis pour aval. Une fois le dossier validé par le CNC, soutient-il, on passera par l'Assemblée générale des sociétés concernées, pour valider définitivement le produit et le rendre effectif». Et explique que ce groupe permettra d'élargir, outre les accidents automobiles, son champ d'intervention au pétrole, gaz, à l'aviation et au secteur maritime. Pour ces secteurs, déplorait M. Saïs, l'Algérie a toujours sollicité, en cas de sinistres, les experts internationaux.

### **Trois événements devraient impacter le marché pétrolier en 2019 (APS)**



Trois événements majeurs de ce début d'année risquent de bouleverser les prix du pétrole pour le reste de l'année, prédit une étude publiée par l'experte des questions énergétiques, Dr Ellen Wald, dans les colonnes du site économique britannique Investing.

Pour l'experte, le premier événement est la publication récente d'une étude indépendante sur les réserves saoudiennes, la première de ce genre dans le royaume. L'étude a été réalisée par les consultants pétroliers DeGolyer et MacNoughton et montre que les réserves pétrolières saoudiennes s'élèvent à 263,1 milliards de barils.

Ce chiffre ne comprend pas la part du pétrole de l'Arabie saoudite dans la zone neutre qu'elle partage avec le Koweït. Selon cette experte, la divulgation de cette information est importante pour deux raisons. Premièrement, cela prouve, explique-t-elle, que le scepticisme à l'égard des réserves auto déclarées de l'Arabie saoudite n'est pas fondé.

"De toute évidence, l'Arabie saoudite n'induit pas le public en erreur quant à la taille et au caractère récupérable de son pétrole", a indiqué Mme Wald. Deuxièmement, l'Arabie saoudite a choisi de publier cette information avant une vente d'obligations prévue au cours du deuxième trimestre de l'année par Aramco, la société publique du pétrole.

Selon elle, il semble clair que l'annonce des chiffres officiels des réserves à ce moment-ci, vise à renforcer l'offre obligataire d'Aramco. Par conséquent, le marché sait plus ou moins à quoi s'attendre concernant la capacité de l'Arabie Saoudite à œuvrer pour la stabilisation des cours. Pour ce qui est du deuxième événement, il concerne l'offre iranienne sur le marché.

En effet, les exportations de ce pays en décembre, se sont élevées à près de 942.000 barils par jour, ce qui est inférieur à la quantité autorisée conformément aux sanctions américaines. Cependant, environ 370.000 barils de pétrole par jour sont toujours en transit sans destination claire.

Une situation qui inquiète déjà le marché et dont les conséquences pourraient être plus graves à mesure que la tension entre les États-Unis et l'Iran montera d'un cran. S'agissant du troisième événement, il est lié à l'Arabie Saoudite qui pourrait réduire de façon conséquente son volume de brut extrait et par conséquent son offre au cours de l'année.

En effet, le royaume table sur un prix moyen du baril à 80 dollars. Il est d'ailleurs inscrit dans le budget de l'année. Étant donné que c'est un producteur majeur, les analystes estiment que les dirigeants saoudiens opèreront une importante réduction de la production.

Des sources proches du gouvernement ont indiqué que Riyad avait réduit ses exportations de pétrole en janvier à 7,2 millions de barils par jour et qu'il les réduira encore davantage en février, à 7,1 millions de barils par jour. Le ministre du pétrole Al-Falih a déclaré récemment que l'Arabie saoudite avait déjà baissé sa production de pétrole à 10,2 millions de barils par jour.

## Commerce

### **FAO: stabilité des prix mondiaux des produits alimentaires en décembre (APS)**

Les prix mondiaux des produits alimentaires sont restés globalement stables en décembre, tandis que les cotations pour les céréales ont augmenté, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sur son site web.

"L'Indice FAO des prix des produits alimentaires affichait une moyenne de 161,7 points en décembre, marquant une augmentation par rapport aux 161,6 points enregistrés le mois précédent", a précisé la FAO.

L'Indice, qui sert d'indicateur pour les évolutions mensuelles des prix mondiaux pour plusieurs produits alimentaires, affichait une moyenne de 168,4 points pour toute l'année 2018, soit 3,5 points de moins qu'en 2017 et presque 27% de moins que le niveau atteint en 2011.

Alors que les prix mondiaux des principales céréales ont augmenté l'année dernière, ceux des autres denrées faisant l'objet d'un suivi ont baissé, avec la plus forte baisse ayant été enregistrée pour le sucre.

L'Indice FAO des prix des céréales a augmenté d'1,8% de novembre à décembre et de 9,6% depuis décembre 2017.

Les prix du blé et de maïs ont également connu une hausse au cours du mois, en raison des mauvaises conditions climatiques dans l'hémisphère Sud, tandis que les prix du riz ont baissé pour le sixième mois consécutif.

Les prévisions les plus récentes de la FAO font état d'une baisse de la production mondiale de blé et de maïs en 2018, tandis que celle du riz devrait établir un nouveau record.

Les fournisseurs mondiaux des principales céréales sont plus que suffisants et les stocks sont toujours abondants.

L'Indice FAO des prix de l'huile végétale a augmenté de 0,4% en décembre, mettant un terme à dix mois consécutifs de déclin, grâce notamment à un rebond des prix de l'huile de palme.

Les prix mondiaux de l'huile de soja ont continué leur tendance vers la baisse en raison des stocks conséquents aux Etats-Unis et de la faiblesse de la demande en provenance de l'Union européenne.

En 2018, le sous-indice était 15 % inférieur à celui de l'année précédente avec la plus forte baisse enregistrée par les prix de l'huile de palme.

L'Indice FAO des prix des produits laitiers a chuté de 3,3% depuis novembre, marquant ainsi son sixième mois de baisse consécutive.

Une situation qui s'explique par la baisse des cotations des prix pour le beurre, le fromage et le lait entier en poudre.

L'Indice a chuté de 4,6% depuis 2017 face à la baisse des prix de l'ensemble des produits laitiers pendant la seconde moitié de l'année.

L'Indice FAO des prix du sucre a baissé d'1,9% au cours du mois, en partie due à des prévisions faisant état d'une croissance plus rapide de la production de sucre en Inde et à la chute des prix mondiaux du pétrole brut qui a eu pour effet de faire diminuer la demande en canne à sucre utilisée pour fabriquer de l'éthanol, tout en augmentant les stocks destinés à la production de sucre, notamment au Brésil, le plus grand producteur au monde.

Dans l'ensemble en 2018, l'Indice a chuté de près de 22% depuis 2017.

### Coopération

**“Avec les Algériens, on peut produire pour l’Afrique”, (Vincenzo Boccia) (Maghreb Emergent)**



Vincenzo Boccia, président de l'organisation patronale italienne, Confindustria, fait part, dans cet entretien, de sa vision de la coopération algéro-italienne, en évoquant les nombreuses possibilités de partenariat entre les entreprises des deux pays.

Maghreb Emergent : Vous êtes à la tête d'une délégation de plus de 40 hommes d'affaires pour participer aux MED BUSINESS DAYS ici à Alger. Que recherchent les chefs d'entreprise italiens dans la rive sud de la Méditerranée, particulièrement en Algérie ?

Vincenzo Boccia : Ce que nous recherchons à travers notre présence ici c'est d'aller au-delà de l'exportation et de faire des partenariats dans l'industrie. Nous définissons notre objectif comme étant un objectif de co-développement. Nous souhaiterions construire, avec nos partenaires algériens, une vision pour l'Afrique et travailler à développer ensemble des projets dans ce continent, tout ceci dans l'intérêt de tout le monde. On ne veut pas travailler contre tel ou tel autre pays. On veut mutualiser nos efforts pour faire mieux et plus.

Comment vous évaluez la situation du climat des affaires en Algérie. Est-elle encourageante ?

La situation est globalement bonne. Toutefois, il faut travailler à simplifier davantage les conditions d'investissements ici en Algérie. Le climat d'affaires doit constamment s'améliorer en s'adaptant aux nouvelles exigences et attentes des investisseurs. Donc toute démarche allant dans ce sens ne peut que nous encourager davantage. Ceci dit, nous pensons beaucoup à l'Afrique et à la question de la compétitivité industrielle. C'est très important pour nous. Les grands objectifs politiques de l'Italie et de l'Algérie vont dans cette ligne.

Quels sont les secteurs qui vous paraissent les plus à même de constituer la locomotive d'un partenariat stratégique entre l'Algérie et l'Italie ?

Nous nous intéressons à tous les domaines. Nous constatons que l'Algérie a défini quelques secteurs qu'elle considère comme prioritaires : l'agroalimentaire, le digital, les énergies renouvelables et l'industrie mécanique, notamment automobile. Dans quatre secteurs, nous avons une très grande expérience et nous pouvons être le partenaire idéal pour les entreprises algériennes. Nous pourrions en plus répondre, non seulement aux besoins du marché algérien mais aussi africain.

Que pensez-vous de la présence italienne en Algérie actuellement. L'Italie est-elle assez ou insuffisamment présente en Algérie ?

La présence des entreprises italiennes en Algérie est bonne mais les potentialités sont plus importantes. On doit travailler à augmenter cette présence d'autant que les opportunités existent et la volonté aussi. Nous travaillons actuellement avec la CGEA pour mettre en place un organisme permanent de coopération et de concertation pour renforcer notre présence en Algérie.

## Veille

### **Coopération : une « Journée Algérie » organisée à Lyon le 31 janvier (Algérie Eco)**

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) porte à la connaissance des opérateurs économiques algériens que le Consulat d'Algérie à Lyon (France), organise en collaboration avec le Bureau de Business France près l'Ambassade de France en Algérie, et la Région Auvergne Rhône Alpes, « une Journée Algérie » et ce, le 31 Janvier 2019 à Lyon (France).

Selon la CACI, cette manifestation vise pour objectif d'examiner les possibilités de renforcement des relations de partenariat et d'investissement entre les entreprises algériennes et leurs homologues françaises de la région Auvergne Rhône Alpes à travers un programme diversifié prévoyant des tables rondes, des communications ainsi que des rencontres B2B entre les participants à cette journée, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de l'Agro-industrie, la sous-traitance automobile, plasturgies et les énergies renouvelables.

Pour rappel, en octobre 2018, une rencontre a eu lieu en France entre les hommes d'affaires algériens et français afin d'évaluer les collaborations économiques entre l'Algérie et la France.

Selon le président de la Chambre de commerce algérienne à Paris, Kaci Aït Yala « La majorité des dossiers de coopération qui sont bloqués entre l'Algérie et la France, seront désormais prêts à l'exploitation ».

Par ailleurs, le Président de la CACIF a affirmé que « Durant la prochaine étape, la coopération algéro-française connaîtra de nouvelles mesures, en plus du marché algérien, nous envisageons co-investir dans le marché africain notamment, à travers la signature des conventions entre chaque partie, où l'Algérie sera le premier investisseur, la France sera considéré comme le partenaire technologique, et un pays africain où la réalisation des projets auront lieu dans son territoire », a-t-il encore expliqué. Notons que l'Algérie et la France ont conclu, dans le cadre du partenariat stratégique, quatre accords de coopération concernant les secteurs du Tourisme, le Commerce électronique, la sous-traitance et l'Agriculture, alors que 20 autres conventions sont toujours en cours de discussion.

### **Consommation énergétique: augmentation rapide en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie (APS)**

La consommation énergétique au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie continue d'augmenter rapidement au fil des années, a affirmé mercredi l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

Ces trois régions sont responsables pratiquement à elles seules de l'essor de la consommation énergétique mondiale, avec une croissance d'environ 20% dans chacune de ces régions entre 2010 et 2016, selon les données les plus récentes disponibles dans la base de données de statistiques internationales de l'énergie de l'EIA.

La consommation énergétique a particulièrement augmenté au Moyen-Orient et en Afrique. La croissance économique, l'accès accru aux marchés de l'énergie et l'essor démographique rapide contribuent à ce développement.

La consommation énergétique en Asie progresse de manière régulière tandis que la consommation en Chine a diminué en 2015 et 2016.

Dans les économies matures d'Amérique du Nord, la consommation énergétique a augmenté de 1% de 2010 à 2016. En Europe, la consommation énergétique a baissé de 4% au cours de la même période.

En termes de consommation totale d'énergie, l'Asie et l'Océanie ont consommé bien plus d'énergie au total, représentant 42% de la consommation énergétique mondiale en 2016, contre 6% pour le Moyen-Orient et 3% pour l'Afrique.

Au niveau mondial, le pétrole et les autres combustibles liquides, dont les biocarburants tels qu'éthanol et biodiesel, constituent la forme la plus importante de consommation d'énergie. L'augmentation de l'offre d'huile de schiste aux Etats-Unis et d'autres sources de combustible liquide au niveau international a favorisé une hausse de la consommation de ces carburants, selon l'EIA.

Dans le même temps, le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a progressé de plus de 6% par an, pour une consommation énergétique totale relativement inchangée ces dernières années. Les données démontrent également une amélioration de l'intensité énergétique de la Chine, c'est-à-dire du PIB généré par unité d'énergie consommée.